



CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ALPES-MARITIMES

INTERVENTION Marie-Louise GOURDON BUDGET 2016, Assemblée du 21 Décembre 2015

Monsieur le Président,
Chères et chers collègues,

En quelques semaines notre pays a connu des événements qui constituent autant de bouleversements. Les attentats de Paris qui ont meurtri la France dans sa chair, nous plongent dans une guerre d'un nouveau genre.

La Cop 21 et l'accord de Paris, magnifique succès de notre diplomatie, mettent les 195 pays présents en mesure de relever ensemble l'immense défi du réchauffement climatique, la fin des énergies fossiles, et donnent vie et sens à la solidarité planétaire.

Et puis il y a eu le choc du 1er tour des élections régionales et le sursaut citoyen qui a permis les résultats que l'on sait.

Nous voici donc traversés d'inquiétudes, et aussi d'espoirs.

Si nous devons retenir une leçon de ces événements, ce serait que par la conjugaison de nos efforts, si ce n'est de nos talents, l'affirmation, la préservation et le succès de nos valeurs fondamentales, de celles qui constituent l'ADN de la république en France, je veux parler de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité, restent possibles.

Je souligne les mots "efforts conjugués", je voudrais rendre hommage, ici, devant vous, aux électeurs qui se sont mobilisés entre les deux tours des régionales et particulièrement à ceux de la gauche, et à leurs candidats qui ont voulu préserver l'essentiel, conformément à l'usage républicain, en retirant leurs candidatures, en appelant à voter et en votant pour Christian Estrosi.

Pour ma part, je ne pense pas que Christian Estrosi aura besoin de dessoûler comme on l'entend dire ici ou là.

Je veux me souvenir, Monsieur le Président, que vous-même, n'avez pas ménagé vos efforts, il y a quelques mois, au mois de mars précisément, pour qu'au sein de cet hémicycle ne siègent pas les porte-voix de la haine et de la division nationale.

Notre Président de la République en appelle, pour l'avenir, à la Concorde.. Oui, c'est un sacré pari, que de miser sur la Concorde. Mais avons-nous le choix quand l'alternative possède les attributs du pire, au regard des bouleversements évoqués au début de ce propos.

Cela paraît indispensable, pour ramener notre pays à l'apaisement.

La Concorde ici aussi, dans cet Hémicycle, c'est possible.

Nous avons voté de nombreux rapports qui nous semblaient positifs, et il y en avait, et même certains étaient très proches de nos propositions, nous avons fait des propositions constructives, parce que le travail doit s'accomplir et les missions doivent être remplies efficacement.

Nous avons, depuis le début, reconnu la qualité du travail accompli par les services du Département au service des habitants.

C'est pour cela que nous vous demandons, Monsieur le Président, de retirer de votre présentation le principe de budgéter 11 mois de RSA au lieu de 12.

D'abord, vous le savez, c'est illégal, vous n'avez pas le droit de le faire, parce que votre budget serait réputé insincère.

Et j'y reviendrai.

Mais surtout, parce que c'est de nature à faire monter encore la colère des bénéficiaires à la fois contre le Département et contre l'État.

Nous devons me semble-t-il, aujourd'hui plus qu'hier, éviter ce genre de provocation qui ne bénéficie, nous l'avons vu, qu'à l'extrême droite.

D'autant plus que la situation de notre budget n'exige pas cette mesure.
Il me semble, plus que jamais, que nous devons construire des solutions ensemble.

Pour en venir au budget, nous avons déjà exprimé un certain nombre de points dans le DOB.

Tout d'abord, un point sur la situation nationale :

La croissance du PIB devrait s'établir à 1,1 % cette année, même si les attentats de novembre ont pu la ralentir.

Mais la dynamique de reprise est enclenchée en France selon l'Insee et la reprise devrait s'amplifier en 2016. Les facteurs qui soutiennent cette accélération n'ont pas changé depuis un an. D'abord, la dépréciation de l'euro, la chute du prix du pétrole, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (Cice) et les taux d'intérêt toujours bas.

Nous comptons aussi sur la mise en place du pacte républicain contre le chômage, pour l'emploi.

Pour notre département:

En ce qui concerne les recettes :

Votre prévision budgétaire est plutôt située dans une fourchette basse, plutôt sous-estimée.

Je comprends cette prudence, mais trop les minorer peut se révéler dommageable pour le moral des entreprises et des populations concernées.

La baisse de DGF en 2016 sera de 26 M€. Cela représente 2.1 % des recettes.

C'est beaucoup mais il faut ramener les choses à leur juste proportion. D'autant que je vous le rappelle, la réduction des dotations aux collectivités locales faisait partie aussi des propositions de Nicolas Sarkozy.

En regard de cette baisse, vous avez prévu une progression de 15 M€ (+6%) sur le produit de l'impôt foncier.

Plus étonnante est votre prévision d'augmentation du produit des droits de mutation qui est de seulement 5 M€ (soit + 1 %) alors que le Président de la commission des finances nous a assuré qu'un renversement de situation s'était produit en milieu d'année 2015 avec une bonne reprise des ventes immobilières.

Le montant des DMTO est donc prévu à seulement 370 M€. Ce sera sans doute supérieur et il serait intéressant de renforcer le secteur social qui est en baisse dans ce budget.

Nous en arrivons au RSA.

Vous inscrivez dans votre budget seulement 11 mois de versement d'allocation de RSA, sous prétexte de compensation insuffisante de l'État.

Nous avons du mal à comprendre

Vous faites basculer votre budget dans l'insincérité budgétaire.

En effet, comment ne pas inscrire une dépense prévue alors que nous dégageons de l'épargne à hauteur de 170 M€ ?

Pourquoi faire de telles annonces à l'encontre de nos concitoyens déjà les plus en difficulté, alors que nous savons tous ici que la CAF paiera les 12 mois de RSA et qu'il y aura une décision modificative pour couvrir ces dépenses.

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses sont contraintes et les économies de fonctionnement sont nécessaires.

Nous sommes d'accord là-dessus mais après

- l'adoption du non renouvellement de 2 départs à la retraite sur 3, et la suppression de 11 jours de RTT et de 3 jours de congés,

On peut dire que vous avez fait le maximum sur le plus gros des dépenses de personnel.

Nous vous demandons de faire attention de ne pas entraîner de dysfonctionnement en allant trop loin.

Regardons de plus près.

En 2016, 178 M€ seront consacrés aux dépenses de personnel.

Elles ont diminué entre 2008 et 2016 de 5%.

Elles représentent 19.2 % des dépenses de fonctionnement. Nous sommes maintenant dans la moyenne nationale.

Les dépenses sociales sont en baisse de 3 % et repassent sous la ligne symbolique des 500 M€ qu'elles avaient atteint en 2012, alors que les besoins augmentent.

Sur ce point, 2 chiffres de comparaison avec les départements de notre strate :

- les aides à la personne représentent 262 €/hab dans les Alpes Maritimes pour une moyenne nationale de 273€.
- Les frais de séjour et d'hébergement représentent quant à eux 163 € pour une moyenne de 199€.

La question que nous posons : est-ce suffisant pour couvrir les besoins grandissants ?

Concernant le recours à l'emprunt,

Vous annoncez une baisse de l'emprunt cette année. Vous nous annoncez une inscription de 65 M€ alors qu'il était de 80 M€ au BP 2015.

Cependant au chapitre 16, vous inscrivez 85 M€.

Votre problème majeur dans l'élaboration du budget reste LE TROP GRAND POIDS DE LA DETTE

En 2016, 98 M€ seront consacrés à la prise en charge annuelle de la dette (intérêts 34 M€ et remboursement de capital 6 M€).

En 2008, la charge annuelle de la dette était de 55 M€. Cette charge a progressé de 80 %.

Tout ceci nous ramène au stock de dette que vous avez du mal à résorber. Vous annoncez qu'il sera sous la barre des 900 M€ en début d'année 2016. Il était de 902 M€ en 2015 !

Faire un budget est une opération difficile qui demande de faire des choix.

En 2016, le transfert des compétences à la métropole sera effectif. Celui des régions sera en cours. Mais quels transferts ?

A ce titre nous attendons, comme vous l'avez annoncé, de connaître lors de cette séance la volonté de la Métropole quant à la nouvelle répartition des compétences. Quid des collèges ? Quid du port de Nice... ?

Nous attendons donc le résultat des discussions avec la Métropole et la Région : elles devraient être facilitées puisque nous avons un seul et même interlocuteur.

Investissement restreint

En attendant, les investissements sont à la peine. Les plans pluriannuels sont plus ou moins à l'arrêt. Il nous semble que ce budget évolue en fonction de priorités selon un cycle annuel. Le plan des points noirs routiers en est un exemple.

Malgré ces difficultés, nous soulignons que vous avez réussi à dégager des budgets importants pour soutenir les habitants, les communes et les entreprises touchés par les inondations catastrophiques du 3 octobre.

Il fallait le faire, à l'instar des autres collectivités et de l'État.

CONCLUSION

Vous avez fait des efforts drastiques pour réduire les dépenses, notamment dans le fonctionnement et sur le personnel.

Nous pensons qu'il faudra faire attention dans ce domaine de ne pas aller trop loin pour préserver la qualité du service à nos concitoyens.

Nous nous demandons si le budget alloué à la compétence sociale, qui est la plus importante de notre collectivité, est suffisant pour répondre aux besoins croissants ? Budgets baissés pour l'Enfance, l'insertion, le handicap, l'aide au maintien à domicile ... Avec l'annualisation des conventions instaurant une précarité avec nos partenaires et la baisse du budget total de 3%..

Nous nous demandons également si le budget des infrastructures est encore suffisant avec une baisse de 6%, pour répondre aux besoins de développement de notre territoire ? Et aux besoins de chantiers pour les entreprises locales.

Pour terminer,

Nous réitérons notre souhait de voir inscrits dans votre prévision de budget les 12 mois du RSA et non 11 mois.

Ce rapport a été rédigé avant le résultat des élections régionales.

Peut-être pourriez-vous aujourd'hui présenter les choses différemment au vu de ce que nos concitoyens ont exprimé dans les urnes.

L'apaisement est nécessaire, loin des polémiques.

Nous avons tous à œuvrer dans un sens constructif, au service de nos concitoyens.
Pour reprendre l'image de la Concorde, ce serait un bon signal.

Mais vous comprendrez que nous ne pourrions pas voter favorablement ce budget